

1. Est-il souhaitable de promouvoir la mixité sociale scolaire ? Pourquoi ?

La réponse est unanime : il faut promouvoir la mixité sociale scolaire.

Les raisons sont plus diversifiées :

- L'enfant a parfaitement conscience des différences sociales et ce dès la maternelle. Il ressent cette différence sociale et culturelle. Il est donc important de tenir compte des rapports sociaux dès ce niveau d'enseignement, de veiller à une certaine mixité, de créer un tissu social mixte dès la maternelle.
- Sans mixité, toute une série d'écoles ne peuvent fonctionner correctement : certaines écoles accueillant un public plus défavorisé sont davantage touchées par la pénurie d'enseignants. Cette mixité permettrait donc de garantir le droit à l'éducation de tous les enfants.
- Cette mixité est bonne pour notre système scolaire car elle n'est pas synonyme de baisse de niveau, bien au contraire.
- Cette mixité permet aux enfants de se rencontrer, d'apprendre à vivre ensemble.
- Une série de facteurs tels que l'état des bâtiments, la pénurie des enseignants, l'adaptation des enseignants au niveau des élèves sont très variables d'une école à l'autre. La mixité favoriserait la « disparition » de ces facteurs inégaux.

Quelques points d'attention sont mis en exergue :

- Une école d'ISE 10 n'est pas nécessairement une école mixte, elle peut aussi être une école fréquentée essentiellement par la classe moyenne.
- La mixité n'entraîne pas nécessairement l'équité et l'égalité de pouvoir.
- Tout le monde ne veut pas nécessairement de cette mixité. Certaines écoles plus favorisées mettent de côté, voire excluent, certains élèves plus faibles qui ne suivent pas le rythme des apprentissages. Certains enseignants ne se sentent pas forcément prêts à gérer cette mixité sociale. Pour certains enseignants, il est plus facile de gérer les relations avec les parents dans des écoles plus « défavorisées », car ceux-ci sont moins présents au sein de l'école. Par contre, dans des écoles plus favorisées, les enseignants ressentent plus la pression exercée par les parents.
- La mixité scolaire permettrait aux enfants de classes sociales très différentes de se rencontrer, mais est-il souhaitable de pacifier à tout prix

les écoles ? Est-il souhaitable de favoriser la cohabitation des enfants « opprimés » avec les enfants des « oppresseurs » ? Ne tuerait-on pas toute envie de « révolte » ?

- Il paraît difficile de maintenir une certaine mixité sociale dans une école à pédagogie active (cf. Freinet). Par expérience, ce genre d'écoles attirent souvent un public plus favorisé et les parents plus défavorisés ne se sentent plus à leur place.

2. L'initiative proposée par le collectif « Une place pour chaque élève » est-elle, selon vous, de nature à réduire la ségrégation actuelle ?

3. Quelles améliorations, modifications proposeriez-vous éventuellement à cette procédure ?

Quelques questions demeurent :

- Quid des déménagements en cours d'année ou des parents qui vont jouer avec ce facteur pour contourner l'algorithme ?
- Qu'en est-il des activités extra-scolaires qui sont monopolisées par les classes plus favorisées. Ne faudrait-il pas envisager une régulation sur ce point-là ? Ne faudrait-il pas allonger le temps scolaire pour intégrer toutes ces activités culturelles, sportives...
- N'y aura-t-il pas une reconfiguration, une nouvelle « ségrégation » à l'intérieur des établissements scolaires ? La mixité sociale à l'entrée ne risque-t-elle pas de s'effiloche au fil des parcours ?
- Qu'en est-il des écoles privées payantes ? Vont-elles entrer dans ce système de régulation ?
- Qu'en est-il du bien de l'enfant ? Est-il toujours souhaitable pour lui d'être avec des enfants d'une classe sociale que la sienne ?
- Que peut-on mettre en place pour que, à plus long terme, le système soit pérenne ?
- Ne faudrait-il pas intégrer, dans les critères de l'algorithme, le lieu de travail des parents qui, par exemple, habitant dans un milieu rural, mettent leurs enfants dans une école proche de leur lieu de travail.
- En demandant si les parents acceptent ou non un établissement confessionnel, ne va-t-on pas induire un choix des parents qui viseraient l'enseignement libre ?

- Qu'en est-il des écoles en immersion linguistique ? Va-t-on réguler aussi ce critère ?
- Ne faudrait-il pas intégrer dans l'algorithme les contraintes liées au réseau des transports publics ?

Après toutes ces questions, certaines remarques soutenant la proposition sont émises :

- L'initiative n'a pas pour mission de résoudre tous les problèmes de notre système éducatif. Il ne faut pas oublier que notre système est le plus inefficace et le plus inégalitaire. Des études et recherches démontrent que cette régulation fonctionne.
- Il ne faut pas négliger le fait qu'on veuille une école ambitieuse pour tous (savoirs émancipateurs). L'ambition doit aller avec la régulation.
- Ce système s'applique surtout dans les grandes villes où les écoles sont nombreuses et fort ségréguées. Dans les écoles plus rurales, la mixité est déjà présente selon certains participants à l'atelier. D'autres soulignent que les choses ne sont pas si simples car il existe aussi un marché scolaire dans les milieux plus ruraux : les enfants ne fréquentent pas seulement l'école proche du domicile parental.

4. À quelles conditions l'introduction d'une telle procédure pourrait-elle être « socialement » acceptable ? (pour les parents, les enseignants, les élèves, les gouvernants...)

Quelques arguments sont mis en avant :

- Il faudrait mettre en avant, auprès de nos gouvernants, le fait que la mixité scolaire coûterait moins cher. En effet, tant que la concurrence sera la voie royale entre les réseaux et les écoles, cela générera des surcoûts (cf. publicité pour les écoles payée par les subsides octroyés par la FWB).
- La mixité va favoriser une certaine planification et éviter le fait qu'une école n'ait pas assez de places alors qu'une autre en a trop. Chaque école devra ainsi communiquer, via un cadastre, le nombre de places disponibles. On pourra ainsi calculer les besoins et répartir les enfants selon ces derniers. Il faut donc insister sur l'argument de la rationalisation.
- Il faut mettre en évidence des systèmes qui « fonctionnent » bien : en Finlande, par exemple, 98% des écoles sont publiques, ce qui favorise la régulation et l'équité du système scolaire.
- Il faut mettre aussi en évidence que cette mesure ne nuit pas à la qualité et au niveau de l'enseignement. Il faut donc rassurer les parents en leur démontrant que le niveau ne va pas être moindre. Il faut aussi rassurer les enseignants sur ce point.
- Les parents pourraient être favorables de manière collective, mais, tant que les choses restent inchangées, ils adoptent des stratégies de distinction. Il faut donc mettre l'accent sur les bienfaits pour tous et sur le fait que cette initiative ne leur sera pas défavorable.
- Il faudrait avoir l'assentiment des corps intermédiaires (PO, les syndicats,...) et obtenir d'eux qu'on puisse entrer dans les écoles pour informer parents.
- Il faudrait mettre en place un organisme apolitique qui pourrait « chapeauter » ce genre de politique afin de rassurer tout le monde.

5. À quelles conditions la mixité sociale dans l'enseignement pourra-t-elle être profitable à tous et pour la société ?

- Il faudrait que le monde de compétition effrénée, de politiques libérales aillent droit dans le mur. C'est peut-être une utopie, mais il faut y croire !
- Même si on est minoritaire pour l'instant, il est essentiel de faire vivre cette proposition pour la rendre possible, réelle.
- La mixité sociale n'est pas un but en soi et doit faire partie d'une tout. Il faut remettre au centre du débat le rôle de l'École (société démocratique et l'acquisition de savoirs pour tous).
- Il faudrait, tout d'abord, mettre en avant tous points positifs que la mixité sociale peut apporter. Ensuite il faut parler de notre initiative.
- Il faut mettre en avant le fait que la ségrégation est plus forte dans les écoles que dans les quartiers.
- Il y a un travail à faire au niveau de l'éveil politique des enseignants. Certains n'ont pas conscience d'être dans une école accueillant un public spécifique (élèves favorisés ou défavorisés). Il faudrait donc réintroduire un regard socio-politique au sein des cours et des écoles de manière plus générale et toucher ainsi tant les élèves que les enseignants.
- Il faut conscientiser les citoyens et les enseignants sur la corrélation importante qu'il y a entre l'indice socio-économique et l'inclusion d'enfants relevant de l'enseignement spécialisé.
- Pour que cela fonctionne, il faut aussi s'assurer de l'adhésion des enseignants. Il faut donc accompagner la mise en place de cette procédure d'une information solide. Il faut donc bien communiquer et informer les parents, les enseignants,...
- Il faut aussi être attentifs aux parents plus défavorisés.
- Les enseignants sont peut-être les plus difficiles à convaincre car c'est eux qui connaissent le mieux le marché scolaire et qui voudront mettre leurs enfants dans ce qu'ils considèrent une « bonne école ».
- Ce travail de communication devrait être aussi adressé aux élèves qui, s'ils comprennent les enjeux, pourraient être des « ambassadeurs » de cette initiative.